



# AFFAIRES PHARES

2023



Liste des affaires recommandées  
par le Jurisconsulte et  
approuvées par le Bureau

**Cour européenne  
des droits de l'homme**

Mars 2024



## NOTE

---

Une sélection des affaires les plus importantes traitées par la Cour (dénommées « affaires phares ») est effectuée chaque trimestre par le Bureau, sur recommandation du juriconsulte (voir le titre I, chapitres II et III, du [règlement de la Cour](#) sur les rôles respectifs du Bureau et du juriconsulte). Cette liste comprend la sélection des affaires phares pour 2023.

Les affaires sont répertoriées selon les articles et mots-clés pertinents de la Convention, puis présentées par État défendeur et nom des requérants. Elles sont également répertoriées sous le niveau d'importance « Affaires phares » dans la base de données HUDOC sur la jurisprudence de la Cour.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [ce document](#).

### Article 44 § 2 – Arrêts définitifs

L'arrêt d'une chambre devient définitif

- a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ; ou
- b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé ; ou
- c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

### Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

# Sommaire

---

<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE</u>	<u>4</u>
<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT DÉFENDEUR</u>	<u>17</u>
<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT</u>	<u>19</u>

# Affaires présentées par article

---

## ARTICLE 1

### JURIDICTION DES ÉTATS

Juridiction de la Russie sur les parties de l'est de l'Ukraine contrôlées par les séparatistes

***Ukraine et Pays-Bas c. Russie* (déc.) [GC], n<sup>os</sup> 8019/16 et al., 30 novembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 3

### TRAITEMENT DÉGRADANT

### TRAITEMENT INHUMAIN

Ségrégation, humiliation et maltraitance infligées à des détenus par des codétenus du fait du statut inférieur des intéressés dans une hiérarchie informelle des détenus tolérée par le personnel pénitentiaire, et absence d'action systémique de la part de l'État : *violation*

***S.P. et autres c. Russie*, n<sup>os</sup> 36463/11 et al., 2 mai 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Application consécutive de sanctions disciplinaires et de mesures de sécurité en prison ayant pour conséquence de longues périodes d'isolement : *violation*

***Schmidt et Šmigol c. Estonie*, n<sup>os</sup> 3501/20 et al., 28 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

### OBLIGATIONS POSITIVES

Ségrégation, humiliation et maltraitance infligées à des détenus par des codétenus du fait du statut inférieur des intéressés dans une hiérarchie informelle des détenus tolérée par le personnel pénitentiaire, et absence d'action systémique de la part de l'État : *violation*

***S.P. et autres c. Russie*, n<sup>os</sup> 36463/11 et al., 2 mai 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 4

### TRAITE D'ÊTRES HUMAINS | OBLIGATIONS POSITIVES

Rejet par les juridictions internes de la demande formée par une victime de traite d'êtres humains dans le but d'obtenir de la personne l'ayant exploitée une indemnisation pour les revenus issus de sa prostitution forcée lui ayant été soustraits : *violation*

**Krachunova c. Bulgarie, n° 18269/18, 28 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 6

### Article 6 § 1 (civil)

### DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL

Avis consultatif sur le statut et les droits procéduraux d'un parent biologique dans la procédure d'adoption d'un adulte

**Avis consultatif demandé par la Cour de Suprême de Finlande [GC], demande n° P16-2022-001, 13 avril 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

### ACCÈS À UN TRIBUNAL

Avis consultatif sur le statut et les droits procéduraux d'un parent biologique dans la procédure d'adoption d'un adulte

**Avis consultatif demandé par la Cour de Suprême de Finlande [GC], demande n° P16-2022-001, 13 avril 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

Non-application du principe *jura novit curia* par les juridictions internes, qui n'ont pas examiné le fond de la demande de la requérante en analysant les faits de la cause sous l'angle de la disposition juridique jugée pertinente par l'intéressée, faute pour celle-ci de l'avoir demandé : *irrecevable*

**FU QUAN, s.r.o. c. République tchèque [GC], n°24827/14, 1<sup>er</sup> juin 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

### PROCÈS ÉQUITABLE

### DÉLAI RAISONNABLE

### TRIBUNAL INDÉPENDANT

### TRIBUNAL IMPARTIAL

Infirmation par la chambre du contrôle extraordinaire et des affaires publiques de la Cour suprême d'un arrêt définitif rendu en faveur du requérant dix ans auparavant dans un procès civil en diffamation, à la suite d'un recours extraordinaire formé par le procureur général : *violation*

**Wałęsa c. Pologne, n° 50849/21, 23 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## Article 6 § 1 (pénal)

### PROCÈS ÉQUITABLE

Préjudice subi par la défense en raison de l'absence de contrebalancement, par des garanties procédurales adéquates, de la non-divulgateion des données brutes obtenues sur le serveur de ByLock : *violation*

**Yüksel Yalçınkaya c. Türkiye [GC], n° 15669/20, 26 septembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 7

### NULLA POENA SINE LEGE

### NULLUM CRIMEN SINE LEGE

Condamnation pour appartenance à une organisation terroriste armée reposant dans une mesure déterminante sur l'utilisation de l'application de messagerie cryptée ByLock, sans établissement individualisé des éléments matériels et de l'élément moral constitutifs de l'infraction : *violation*

**Yüksel Yalçınkaya c. Türkiye [GC], n° 15669/20, 26 septembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

# ARTICLE 8

## RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Perquisition injustifiée au domicile de journalistes et saisie aveugle de leurs effets personnels : *violation*

**Svetova et autres c. Russie, n° 54714/17, 24 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Refus des autorités nationales d'inscrire la mention « neutre » ou « intersexe » sur l'acte de naissance d'une personne intersexuée à la place de « masculin » : *non-violation*

**Y c. France, n° 76888/17, 31 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Publication injustifiée, sur le portail internet de l'Autorité fiscale, de renseignements propres à permettre l'identification du requérant, dont l'adresse de son domicile, à raison du manquement de l'intéressé à ses obligations fiscales : *violation*

**L.B. c. Hongrie [GC], n° 36345/16, 9 mars 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Impossibilité légale pour un parent transgenre d'indiquer son genre actuel, sans lien avec sa fonction procréatrice, sur l'acte de naissance de son enfant conçu après le changement de genre : *non-violation*

**A.H. et autres c. Allemagne, n° 7246/20, 4 avril 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Impossibilité légale pour un parent transgenre d'indiquer son genre actuel, sans lien avec sa fonction procréatrice, sur l'acte de naissance de son enfant conçu après le changement de genre : *non-violation*

**O.H. et G.H. c. Allemagne, nos 53568/18 et 54741/18, 4 avril 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Traitement injustifié des données biométriques personnelles du requérant à l'aide de la technologie de reconnaissance faciale très intrusive, dans le cadre d'une procédure pour infraction administrative, aux fins de l'identifier, de le localiser et de l'interpeller : *violation*

**Glukhin c. Russie, n° 11519/20, 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Autorités n'ayant pas agi avec la diligence requise pour venir en aide à un mineur vulnérable, un ressortissant espagnol né à l'étranger, aux fins de faire enregistrer sa naissance, ce que n'avait pas fait son seul parent, et de faire délivrer ses pièces d'identité : *violation*

**G.T.B. c. Espagne, n° 3041/19, 16 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Infirmation par la chambre du contrôle extraordinaire et des affaires publiques de la Cour suprême d'un arrêt définitif rendu en faveur du requérant dix ans auparavant dans un procès civil en diffamation, à la suite d'un recours extraordinaire formé par le procureur général : *violation*

**Wałęsa c. Pologne, n° 50849/21, 23 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## RESPECT DE LA VIE FAMILIALE

Rejet, pour non-respect d'une condition d'indépendance financière, de demandes de regroupement familial déposées par des réfugiés disposant d'un titre de séjour provisoire et qui craignaient des persécutions après être sortis illégalement de leur pays d'origine : *violation ; non-violation*

**B.F. et autres c. Suisse, n°s 13258/18 et al., 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Avis consultatif sur le statut et les droits procéduraux d'un parent biologique dans la procédure d'adoption d'un adulte

**Avis consultatif demandé par la Cour suprême de Finlande [GC], demande n° P16-2022-001, 13 avril 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

## RESPECT DU DOMICILE

Perquisition injustifiée au domicile de journalistes et saisie aveugle de leurs effets personnels : *violation*

**Svetova et autres c. Russie, n° 54714/17, 24 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## OBLIGATIONS POSITIVES

Absence de toute forme de reconnaissance et de protection juridique des couples de même sexe : *violation*

**Fedotova et autres c. Russie [GC], n<sup>os</sup> 40792/10 et al., 17 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Rejet, pour non-respect d'une condition d'indépendance financière, de demandes de regroupement familial déposées par des réfugiés disposant d'un titre de séjour provisoire et qui craignaient des persécutions après être sortis illégalement de leur pays d'origine : *violation ; non-violation*

**B.F. et autres c. Suisse, n<sup>os</sup> 13258/18 et al., 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Autorités n'ayant pas agi avec la diligence requise pour venir en aide à un mineur vulnérable, un ressortissant espagnol né à l'étranger, aux fins de faire enregistrer sa naissance, ce que n'avait pas fait son seul parent, et de faire délivrer ses pièces d'identité : *violation*

**G.T.B. c. Espagne, n<sup>o</sup> 3041/19, 16 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 9

### MANIFESTER SA RELIGION OU SA CONVICTION

Avis consultatif sur le refus d'autoriser une personne à exercer la profession d'agent de sécurité ou de gardiennage en raison de sa proximité avec un mouvement religieux ou de son appartenance à un tel mouvement

**Avis consultatif demandé par le Conseil d'État de Belgique [GC], demande n<sup>o</sup> P16-2023-001, 14 décembre 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

# ARTICLE 10

## LIBERTÉ D'EXPRESSION

Absence de but légitime propre à justifier la suspension temporaire de la distribution d'un recueil de contes pour enfants qui mettait en scène des couples homosexuels et l'apposition ultérieure sur ce livre d'un étiquetage le présentant comme nuisible pour les enfants de moins de quatorze ans : *violation*

**Macatė c. Lituanie [GC], n° 61435/19, 23 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

1000 EUR d'amende pénale pour la divulgation aux médias de documents confidentiels de son employeur privé relatifs aux pratiques fiscales des multinationales (*Luxleaks*) : *violation*

**Halet c. Luxembourg [GC], n° 21884/18, 14 février 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Amende pénale faite pour un élu d'avoir supprimé, de son mur Facebook accessible au public et utilisé lors de sa campagne électorale, les propos islamophobes de tiers condamnés à ce titre : *non-violation*

**Sanchez c. France [GC], n° 45581/15, 15 mai 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Condamnation injustifiée, pour l'infraction administrative de défaut de déclaration préalable, de l'auteur d'une manifestation en solo pacifique ayant recouru à une silhouette en carton grandeur nature d'un activiste politique brandissant une banderole : *violation*

**Glukhin c. Russie, n° 11519/20, 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Éditeur d'un journal contraint à anonymiser l'archive sur Internet d'un article licite paru vingt ans auparavant, au nom du « droit à l'oubli » de l'auteur d'un accident mortel : *non-violation*

**Hurbain c. Belgique [GC], n° 57292/16, 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## LIBERTÉ DE COMMUNIQUER DES INFORMATIONS

Absence de but légitime propre à justifier la suspension temporaire de la distribution d'un recueil de contes pour enfants qui mettait en scène des couples homosexuels et l'apposition ultérieure sur ce livre d'un étiquetage le présentant comme nuisible pour les enfants de moins de quatorze ans : *violation*

***Macatė c. Lituanie* [GC], n° 61435/19, 23 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

1000 EUR d'amende pénale pour la divulgation aux médias de documents confidentiels de son employeur privé relatifs aux pratiques fiscales des multinationales (*Luxleaks*) : *violation*

***Halet c. Luxembourg* [GC], n° 21884/18, 14 février 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Éditeur d'un journal contraint à anonymiser l'archive sur Internet d'un article licite paru vingt ans auparavant, au nom du « droit à l'oubli » de l'auteur d'un accident mortel : *non-violation*

***Hurbain c. Belgique* [GC], n° 57292/16, 4 juillet 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

# ARTICLE 11

## LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Interdiction de l'association requérante, emportant sa dissolution et la confiscation de ses biens, en raison des dons de sommes d'argent considérables faits à des associations caritatives liées à l'organisation terroriste Hamas : *non-violation*

***Internationale Humanitäre Hilfsorganisation e. V. c. Allemagne*, n° 11214/19, 10 octobre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Sanctions disciplinaires infligées à des enseignants ayant le statut de fonctionnaire qui avaient participé pendant leurs horaires de travail à des grèves organisées par leur syndicat, en violation de l'interdiction constitutionnelle pour les fonctionnaires de faire grève : *non-violation*

***Humpert et autres c. Allemagne* [GC], n°s 59433/18 et al., 14 décembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 33

### REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Pratiques administratives qui auraient été instaurées par la Russie dans l'est de l'Ukraine sous contrôle séparatiste et auraient entraîné de multiples violations de la Convention : *partiellement recevable*

Destruction de l'avion du vol MH17 de Malaysian Airlines : *recevable*

***Ukraine et Pays-Bas c. Russie (déc.)* [GC], n<sup>os</sup> 8019/16 et al., 30 novembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 34

### RECOURS

Requalification par la chambre du grief du requérant ayant pour effet d'étendre l'objet de l'affaire au-delà du grief initialement exposé dans la requête

***Grosam c. République tchèque* [GC], n<sup>o</sup> 19750/13, 1<sup>er</sup> juin 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

### VICTIME

Abandon injustifié par l'association requérante d'une demande d'autorisation d'organisation d'un événement public pendant l'interdiction due à la pandémie de Covid-19 et absence d'autre demande à cette fin : *conséquences sur la qualité de victime de l'association requérante*

***Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) c. Suisse* [GC], n<sup>o</sup> 21881/20, 27 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

# ARTICLE 35

## ARTICLE 35-3-A

### RATIONE TEMPORIS

Limites de la compétence de la Cour concernant des actions ou omissions survenues pour partie avant et pour partie après la date à laquelle l'État défendeur a cessé d'être Partie à la Convention : *affaire communiquée ; requête irrecevable pour le surplus*

***Pivkina et autres c. Russie* (déc.), n<sup>os</sup> 2134/23 et al., 6 juin 2023**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## Article 35 § 1

### ÉPUISEMENT DES VOIES DE RECOURS INTERNES

Aucun recours effectif disponible en Russie pour les proches des victimes du vol MH17 de Malaysian Airlines : *recevable*

Enquête internationale sur la destruction de l'avion du vol MH17 et exercice de recours internationaux préalablement à la saisine de la Cour (six ans après la catastrophe) : *requête introduite dans les délais*

***Ukraine et Pays-Bas c. Russie* (déc.) [GC], n<sup>os</sup> 8019/16 et al., 30 novembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

### VICTIME

Recours disponible constitué par le contrôle préjudiciel de constitutionnalité dans le cadre d'un recours ordinaire contre le refus d'autorisation d'organisation d'un événement public fondé sur une ordonnance fédérale interdisant ce type d'activité au début de la pandémie de Covid-19 : *irrecevable*

***Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) c. Suisse* [GC], n<sup>o</sup> 21881/20, 27 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

### DÉLAI DE QUATRE MOIS (PRÉCÉDEMMENT SIX MOIS)

Décision interne définitive rendue avant, mais notifiée après la date d'entrée en vigueur du nouveau délai introduit par le Protocole n<sup>o</sup> 15 (1<sup>er</sup> février 2022) : *délai de six mois applicable*

***Orhan c. Türkiye* (déc.), n<sup>o</sup> 38358/22, 6 décembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Ajout ultérieur par le requérant d'un nouveau grief, postérieurement à la communication de l'affaire au gouvernement défendeur, hors du délai de six mois : *irrecevable*

**Grosam c. République tchèque [GC], n° 19750/13, 1<sup>er</sup> juin 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Aucun recours effectif disponible en Russie pour les proches des victimes du vol MH17 de Malaysian Airlines : *recevable*

Enquête internationale sur la destruction de l'avion du vol MH17 et exercice de recours internationaux préalablement à la saisine de la Cour (six ans après la catastrophe) : *requête introduite dans les délais*

**Ukraine et Pays-Bas c. Russie (déc.) [GC], n°s 8019/16 et al., 30 novembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 41

### SATISFACTION ÉQUITABLE

Octroi au gouvernement requérant d'une somme pour dommage moral, au profit des victimes identifiées, sur la seule base des éléments de preuve présentés par lui étant donné que le gouvernement défendeur n'a pas participé à la procédure

**Géorgie c. Russie (II) (satisfaction équitable) [GC], n° 38263/08, 28 avril 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 46

### MESURES GÉNÉRALES (ARRÊT PILOTE)

Obligation pour l'État défendeur de prendre des mesures rapides et appropriées pour régler les problèmes systémiques et interconnectés liés au dysfonctionnement de la législation et de la pratique internes

**Wałęsa c. Pologne, n° 50849/21, 23 novembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## Article 46 § 2

### EXÉCUTION DE L'ARRÊT

#### MESURES GÉNÉRALES

État défendeur tenu de prendre des mesures générales pour répondre au problème systémique résultant de l'approche adoptée par les juridictions internes concernant l'utilisation de ByLock

***Yüksel Yalçınkaya c. Türkiye* [GC], n° 15669/20, 26 septembre 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 1 DU PROTOCOL N° 1

### ARTICLE 1 AL. 2 DU PROTOCOLE N° 1

#### RÉGLEMENTER L'USAGE DES BIENS

Société restée en défaut d'avoir dûment soulevé devant les juridictions internes ses griefs tirés du manquement des autorités à veiller à la bonne conservation de ses marchandises saisies et du retard injustifié à lever la saisie : *irrecevable*

***FU QUAN, s.r.o. c. République tchèque* [GC], n° 24827/14, 1<sup>er</sup> juin 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 2 DU PROTOCOL N° 4

### LIBERTÉ DE CIRCULATION

Assignation à résidence préventive d'un islamiste radicalisé durant treize mois lors de l'état d'urgence à la suite des attentats terroristes, entourée de garanties procédurales suffisantes : *non-violation*

***Pagerie c. France*, n° 24203/16, 19 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## PROTOCOL N° 16

### AVIS CONSULTATIF

Avis consultatif sur le statut et les droits procéduraux d'un parent biologique dans la procédure d'adoption d'un adulte

**Avis consultatif demandé par la Cour de Suprême de Finlande [GC], demande n° P16-2022-001, 13 avril 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

Avis consultatif sur le refus d'autoriser une personne à exercer la profession d'agent de sécurité ou de gardiennage en raison de sa proximité avec un mouvement religieux ou de son appartenance à un tel mouvement

**Avis consultatif demandé par le Conseil d'État de Belgique [GC],  
demande n° P16-2023-001, 14 décembre 2023**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

## ARTICLE 44C DU RÈGLEMENT DE LA COUR

### DÉFAUT DE PARTICIPATION EFFECTIVE

Le fait que l'État défendeur n'ait pas participé à la procédure après la cessation de sa qualité de membre du Conseil de l'Europe ne constitue pas en soi un obstacle à l'examen de l'affaire par la Cour

***Svetova et autres c. Russie*, n° 54714/17, 24 janvier 2023**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

# Affaires présentées par État défendeur

---

## ALLEMAGNE

*A.H. et autres c. Allemagne*, n° 7246/20,  
4 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Humpert et autres c. Allemagne* [GC],  
n°s 59433/18 et al., 14 décembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Internationale Humanitäre Hilfsorganisation  
e. V. c. Allemagne*, n° 11214/19,  
10 octobre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*O.H. et G.H. c. Allemagne*, n°s 53568/18 et  
54741/18, 4 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## BELGIQUE

*Hurbain c. Belgique* [GC], n° 57292/16,  
4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## BULGARIE

*Krachunova c. Bulgarie*, n° 18269/18,  
28 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ESPAGNE

*G.T.B. c. Espagne*, n° 3041/19, 16 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## ESTONIE

*Schmidt et Šmigol c. Estonie*, n°s 3501/20 et  
al., 28 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## FRANCE

*Pagerie c. France*, n° 24203/16,  
19 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Sanchez c. France* [GC], n°. 45581/15,  
15 mai 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Y c. France*, n° 76888/17, 31 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## HONGRIE

*L.B. c. Hongrie* [GC], n° 36345/16, 9 mars 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## LITUANIE

*Macatė c. Lituanie* [GC], n° 61435/19,  
23 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## LUXEMBOURG

*Halet c. Luxembourg* [GC], n° 21884/18,  
14 février 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## POLOGNE

*Wałęsa c. Pologne*, n° 50849/21, 23 novembre  
2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

*FU QUAN, s.r.o. c. République tchèque* [GC],  
n° 24827/14, 1<sup>er</sup> juin 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Grosam c. République tchèque* [GC],  
n° 19750/13, 1<sup>er</sup> juin 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## RUSSIE

*Fedotova et autres c. Russie* [GC],  
n°s 40792/10 et al., 17 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Géorgie c. Russie (II)* (satisfaction équitable)  
[GC], n° 38263/08, 28 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Glukhin c. Russie*, n° 11519/20, 4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Pivkina et autres c. Russie* (déc.), n°s 2134/23  
et al., 6 juin 2023

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

*S.P. et autres c. Russie*, n°s 36463/11 et al.,  
2 mai 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Svetova et autres c. Russie*, n° 54714/17,  
24 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Ukraine et Pays-Bas c. Russie* (déc.) [GC],  
n°s 8019/16 et al., 30 novembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## SUISSE

*B.F. et autres c. Suisse*, n°s 13258/18 et al.,  
4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Communauté genevoise d'action syndicale  
(CGAS) c. Suisse* [GC], n° 21881/20,  
27 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## TÜRKIYE

*Orhan c. Türkiye* (déc.), n° 38358/22,  
6 décembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

*Yüksel Yalçınkaya c. Türkiye* [GC],  
n° 15669/20, 26 septembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

# Affaires présentées par requérant

---

## A

*A.H. et autres c. Allemagne*, n° 7246/20,  
4 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Grosam c. République tchèque* [GC],  
n° 19750/13, 1<sup>er</sup> juin 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Glukhin c. Russie*, n° 11519/20, 4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## B

*B.F. et autres c. Suisse*, n°s 13258/18 et al.,  
4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*G.T.B. c. Espagne*, n° 3041/19, 16 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## C

*Communauté genevoise d'action syndicale  
(CGAS) c. Suisse* [GC], n° 21881/20,  
27 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## H

*Halet c. Luxembourg* [GC], n° 21884/18,  
14 février 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Humpert et autres c. Allemagne* [GC],  
n°s 59433/18 et al., 14 décembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## F

*Fedotova et autres c. Russie* [GC],  
n°s 40792/10 et al., 17 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Hurbain c. Belgique* [GC], n° 57292/16,  
4 juillet 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*FU QUAN, s.r.o. c. République tchèque* [GC],  
n° 24827/14, 1<sup>er</sup> juin 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## I

*Internationale Humanitäre Hilfsorganisation  
e. V. c. Allemagne*, n° 11214/19,  
10 octobre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## G

*Géorgie c. Russie (II)* (satisfaction équitable)  
[GC], n° 38263/08, 28 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## K

*Krachunova c. Bulgarie*, n° 18269/18,  
28 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## L

*L.B. c. Hongrie* [GC], n° 36345/16, 9 mars 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## M

*Macatė c. Lituanie* [GC], n° 61435/19,  
23 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## O

*O.H. et G.H. c. Allemagne*, n°s 53568/18 et  
54741/18, 4 avril 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Orhan c. Türkiye* (déc.), n° 38358/22,  
6 décembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## P

*Pagerie c. France*, n° 24203/16,  
19 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Pivkina et autres c. Russie* (déc.), n°s 2134/23  
et al., 6 juin 2023

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## S

*Sanchez c. France* [GC], n° 45581/15,  
15 mai 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Schmidt et Šmigol c. Estonie*, n°s 3501/20 et  
al., 28 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*S.P. et autres c. Russie*, n° 36463/11 et al.,  
2 mai 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Svetova et autres c. Russie*, n° 54714/17,  
24 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## U

*Ukraine et Pays-Bas c. Russie* (déc.) [GC],  
n°s 8019/16 et al., 30 novembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

## W

*Wałęsa c. Pologne*, n° 50849/21,  
23 novembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

## Y

*Y c. France*, n° 76888/17, 31 janvier 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

*Yüksel Yalçınkaya c. Türkiye* [GC],  
n° 15669/20, 26 septembre 2023

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)